



MESURES D'AUSTÉRITÉ, ÇA SUFFIT!

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom / Prénom : Ville :

Tél. : Mail :

Je souhaite soutenir ou être tenuE informéE sur la candidature de Philippe Poutou à l'élection présidentielle de 2012.

Semaine après semaine les annonces gouvernementales se succèdent. Toutes n'ont qu'un objectif: infliger aux salariés, aux plus démunis des mesures d'austérité toujours plus violentes.

LUTTE CONTRE LA FRAUDE? NON, DE NOUVEAUX RECLS SOCIAUX!

Ces derniers jours les cibles toutes désignées sont les soi-disant « fraudeurs ». Pour justifier les nouvelles mesures antisociales, Sarkozy et sa clique ont enfourché ce nouveau cheval de bataille.

Il s'agit cette fois ci de sanctionner les malades et d'imposer une journée de carence dans la fonction publique et une quatrième journée dans le privé. Les salariés seront ainsi punis d'être malades! Une sacrée baisse de salaire, de 150 euros pour unE salariéE payéE au SMIC par exemple.

Cette mesure devrait rapporter à l'État 130 millions d'euros alors que les employeurs doivent 16 milliards de cotisations patronales et salariales non versées. Eux ne sont nullement inquiétés par une lutte farouchement anti-fraude!

FAIRE PAYER LES PAUVRES POUR ÉPARGNER LES RICHES

En réalité tout est bon surtout pour faire payer les moins riches. C'est ainsi que les bénéficiaires du RSA accusés de profiter d'avantages sociaux vont se voir imposer 7 heures de travail par semaine. Pour Sarkozy il faut « mériter » de toucher, au titre du RSA, 466 euros par mois pour une personne seule et 840 euros pour un couple! Un comble! Ceux qui travaillent ou sont privés d'emplois sont considérés comme des privilégiés alors que les vrais fraudeurs (80% des fraudes

sociales sont le fait des employeurs) s'en tirent à bon compte : c'est ainsi que 8 à 15,6 milliards d'euros, de fraude patronale, échappent à la sécurité sociale.

MENACES SUR L'ÉCOLE ET LE PERSONNEL DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Dans le cadre de la politique d'austérité actuellement menée, il serait décidé dès la rentrée 2012 de payer les enseignants à l'ancienneté. Autrement dit, il s'agit ni plus ni moins une baisse de salaire, et les chefs d'établissements décidant quel enseignant mériterait une hausse de salaire. C'est à la fois une attaque supplémentaire sur les revenus et le statut des enseignants qui exige une riposte immédiate. Le 15 décembre les personnels sont appelés à la grève, il est essentiel que la grève soit la plus massive possible.

NOUS NE PAIERONS PAS POUR LEUR DETTE

Mais la riposte unitaire du monde du travail à l'ensemble de ces projets est nécessaire. Au nom de la dette, un processus prédateur et dévastateur est mis en route : diminution de salaires et des retraites, démantèlement des services publics, attaques des minima sociaux avec en prime, une campagne de dénigrement et de culpabilisation de ceux et celles qui subissent la crise. Les banques nous font les poches : il faut les saisir, sans indemnités, ni rachat et les mettre sous le contrôle de la population pour créer un service public bancaire unique. L'enjeu est donc de construire un front unitaire de résistance le plus large possible contre les plans d'austérité et pour un audit populaire de la dette vers l'annulation de cette dernière.

**POUR
PRENDRE
CONTACT**

PHILIPPE POUTOU

Ouvrier dans l'automobile, candidat anticapitaliste



WWW.POUTOU2012.ORG